

Journées d'été 2008 du MEI

Journée du 22 août

Quel rôle pour l'Europe dans la résolution de la crise globale ?

En guise d'introduction au débat, Antoine Waechter a rappelé que les élections européennes se tiendront en 2009. Que le MEI présente des listes ou pas, associé ou pas à d'autres partis, il doit avoir un discours et une position claire sur plusieurs sujets fondamentaux.

1. Face à la crise mondiale –énergétique, climatique, alimentaire- la question centrale aujourd'hui est celle du rôle que peut jouer l'Europe.

Des politiques ont déjà été engagées, d'autres devraient évoluer :

- L'engagement de l'Europe dans la lutte contre les gaz à effet de serre est réel, même si on peut le juger insuffisant
- Des actions sont menées en faveur de la biodiversité : création du réseau Natura 2000 ; intervention pour protéger la ressource halieutique par des quotas de pêche ;
- La question agricole sera sans doute au centre de la prochaine mandature, et avec d'autant plus d'acuité du fait de la crise alimentaire mondiale. Les subventions de soutien économique à l'agriculture (en moyenne 20% des revenus des agriculteurs, avec de fortes disparités selon les secteurs) devraient disparaître en 2011 ou 2013. Les discussions seront tendues au sein des partenaires –notamment britannique d'un côté et français de l'autre- pour définir des subventions plus orientées vers l'aménagement du territoire : produire mieux en assurant biodiversité et intégration dans les paysages.

2. La crise en Georgie est là par ailleurs pour nous rappeler que les équilibres en Europe restent fragiles, et que les enjeux énergétiques sont cruciaux. Comment l'Europe peut-elle prendre position vis à vis de la Russie dont elle dépend fortement pour ses approvisionnements en gaz et en pétrole ?
3. La difficulté à adopter une position européenne commune sur ces questions renvoie à au fonctionnement de l'Europe et aux projets de traités successifs (constitution européenne puis « mini-traité ») refusés par référendum.
4. Le projet d'Union méditerranéenne pose enfin la question de ses relations avec l'Union Européenne et de ses perspectives.

Le débat a porté sur ces différentes questions, et sur la nécessité d'une vision renouvelée de l'Europe.

Sur la vision de l'Europe :

L'Europe qui s'est construite au fil des ans a été incontestablement un facteur de paix et de collaboration entre ses membres. C'est un premier et remarquable exemple historique d'un élargissement des consciences nationales qui s'est fait sans usage des armes.

L'Europe a aussi été incontestablement un élément moteur de la protection de l'environnement.

Pourtant, l'Europe s'est éloignée de la vision qu'en avaient ses fondateurs, en devenant essentiellement un outil d'intégration et de libéralisation économique. La désaffection des peuples vis à vis de l'Europe est aussi due au manque de courage des politiques qui, perdant du pouvoir face aux pouvoirs économiques, rejettent sur l'Europe la responsabilité de décisions impopulaires. Le rejet par les français et les hollandais d'abord, puis par les irlandais, des projets de traités constitutionnels traduit à la fois le refus du libéralisme économique et une forme de repli national, et de refus des solidarités entre les états.

Face à cela, de nombreux intervenants ont plaidé pour un engagement fort du MEI qui redonnerait à l'Europe à la fois une vision, un projet et une image positive et même enthousiasmante auprès des peuples qui la composent.

La vision est celle d'une Europe fédérale, unitaire, seule capable de lutter contre les nationalismes et de promouvoir au niveau mondial un nouveau droit international.

Cela passe par la définition de ce que l'Europe doit être, en interne (organisation ? fiscalité, régimes sociaux, etc. ?) et de ses positions vis à vis du reste du monde (Quelle diplomatie ? Quelles positions sur les grands enjeux et conflits mondiaux ?).

Face aux réticences de ceux qui voient le libéralisme des politiques européennes actuelles, les partisans d'une position résolument pro-européenne pensent qu'il faut à la fois faire avancer et changer l'Europe, mais surtout pas la paralyser. L'économie a été le moteur de la création de l'Union, il faut utiliser l'Union ainsi créée pour inventer une autre économie.

Sur les élections européennes.

Les élections européennes sont des élections difficiles et chères : le débat est éclaté sur plusieurs régions, les besoins financiers pour faire campagne sont très importants. Si le MEI n'est pas candidat, il lui sera impossible de faire entendre sa voix ; s'il est candidat, l'expérience prouve que les media ne donnent que très peu d'échos à ses positions.

Il est certain que le MEI ne peut pas aller aux européennes seul. Des tentatives seront faites pour monter des listes communes avec d'autres partis, et un point financier sera fait en BN pour savoir ce qui est possible de faire.

Concernant la politique agricole.

- Les politiques agricoles doivent prendre en compte les futurs changements climatiques ; en particulier, les énormes subventions vers le maïs, gros consommateur d'eau, devraient être revues. Cet aspect est indissociable du devenir de la filière bovine.
- Concernant les subventions
 - o A propos de la fin prévisible des subventions à la production en 2011 ou 2013, Antoine souligne que seuls aujourd'hui les éleveurs de moutons sont entièrement dépendants de ces subventions, et qu'ils sont actuellement trop nombreux en montagne.
 - o Les participants souhaitent une réorientation des subventions vers les productions bio
 - o Ils se prononcent aussi pour le renforcement de l'éco-conditionnalité des subventions à la gestion des ressources ; le rôle des gestionnaires des paysages et de la nature doit être rémunéré. Les agriculteurs ont refusé ce rôle quand ils ont été formés à une agriculture productiviste, les nouvelles générations ont une autre attitude mais il faut les encourager.
 - o Il faut introduire une motivation et une compétence scientifique pour la détermination de ces subventions; cet aspect est à rapprocher de la gestion de la ressource en eau, dont il faut reconquérir la qualité, en commençant par les têtes de bassins.
- Concernant les agro-carburants :

- L'Europe a fixé des objectifs ambitieux au développement des agro-carburants dont les effets négatifs sont connus –concurrence avec la production alimentaire, usage de pesticides et engrais, suppression des jachères (et ailleurs déforestation)- et les effets positifs en terme d'économie de CO² très douteux (le MEI a clairement pris position contre les agro-carburants). Ces objectifs sont aujourd'hui remis en cause, et l'augmentation du prix des céréales pour l'alimentation commence à priver les industriels de la filière agro-carburants de la matière première dont ils ont besoin, aboutissant de fait à une autolimitation de la production.
- Monique rappelle que l'Europe n'a pas toujours une position pro environnement, notamment sur le sujet des OGM

D'autres idées ont été évoquées rapidement :

- en matière de transports, l'Europe a affiché une volonté de développer le ferroviaire, mais c'est aujourd'hui le développement autoroutier qui prime dans l'ex-Europe de l'Est ; l'Europe devrait avoir une politique de relocalisation des productions
- en matière énergétique, l'Union dépend fortement de la Russie. Des participants voient dans l'Union Méditerranéenne un moyen de se rapprocher de l'Algérie et de diminuer cette dépendance.
- En matière économique, un participant souhaite que la banque centrale retrouve le pouvoir de créer de la monnaie.

D'une façon générale, nous devons avoir une vision claire de ce que seront l'effondrement énergétique –la fin de l'énergie bon marché et facilement accessible- et les évolutions climatiques. Ces deux éléments fondamentaux doivent servir de boussole dans toutes les politiques à venir.

L'agriculture biodynamique

Intervention de Didier de la Porte, agriculteur dans le Calvados, à Honfleur

Didier a repris la ferme de son père en 1979, mais sa famille n'était pas une famille d'agriculteurs à l'origine. Il a une formation d'ingénieur agronome.

À la suite d'une conférence sur les influences cosmiques en agriculture, Didier a voulu tester ces théories, avec un esprit scientifique et observateur.

Convaincu par les premiers résultats, et renforcé au fil des ans dans sa conviction par plusieurs épisodes lui démontrant la sensibilité des animaux et la possibilité d'une communication avec eux, il a évolué constamment depuis vers une pratique de l'agriculture basée sur l'écoute et l'observation des plantes, des animaux, des parasites ; l'agriculture biodynamique.

À la différence de l'agriculture biologique, qui peut être pratiquée avec l'esprit d'un chimiste (seule différence : les produits de traitement ne sont pas d'origine chimique), l'agriculture biodynamique repose sur la recherche constante d'une situation d'équilibre harmonieux et naturel : un parasite ne doit pas être éliminé par un traitement ; il est vu comme le révélateur d'un dysfonctionnement, d'une rupture de l'équilibre. Ainsi, les parasites arrivent sur une parcelle si une culture est renouvelée au même endroit : la terre indique qu'elle n'en veut plus.

Pour plus d'informations sur l'agriculture biodynamique en écrivant à Info@bio-dynamie.org ou biodynamie@bio-dynamie.org. Voir également les livres publiés par le groupement de biodynamie ou aux éditions Terre Vivante

Sur sa ferme de 16 hectares, il a 120 poules, 9 vaches laitières et un taureau pour la reproduction, 1,35 ha de cultures maraîchères (le reste en prairies naturelles), dont 14 ares en serres non chauffées, quelques ruches pour la pollinisation. L'ensemble de la production fonctionne en boucle, le compost nourrissant les sols, le lactosérum issu de la fabrication du fromage blanc nourrissant les poules, etc.

Son expérience va tout à fait dans le sens de Gaïa, la terre organisme vivant en équilibre, telle qu'elle a été présentée par Thierry Bernard.

Questions / réponses :

- Rentabilité : la rentabilité n'est pas un but en soi, mais une exigence pour en vivre. Didier a eu une aide de ses parents et un prêt GIA pour acheter tracteurs et serres. Depuis, il est autonome financièrement et n'a jamais eu besoin de réemprunter. Il ne veut pas de subventions, mais bénéficie d'un crédit d'impôt au titre de ses productions bio, qui permet de compenser le coût de la certification (400 euros par an).
- Avec son épouse, il consacre beaucoup de temps à sa ferme (par passion autant que par nécessité). Il estime qu'il faudrait être trois pour une application comme la sienne. Il est par ailleurs souhaitable de fonctionner en association, pour alléger les contraintes (avec les animaux, il n'y a pas de jour de relâche).
- Il n'applique aucun traitement, même pas de vermifuges, sauf homéopathie pour les vaches.
- Il travaille avec le calendrier lunaire pour les semis, les récoltes, etc. Cela (associé au travail mécanique) complique l'association des cultures.
- Il n'utilise pas d'engrais verts, mais laisse pousser les herbes après les cultures, considérant que les herbes qui poussent sont celles dont la terre a besoin.
- Il est mécanisé, mais consomme peu, n'effectue pas de labour pour respecter les couches du sol (seulement griffage superficiel). Les serres ne sont pas chauffées.
- Il n'est pas possible d'extrapoler le modèle de sa ferme pour savoir si ce genre d'agriculture permettrait de nourrir la planète. La part donnée aux prairies pour la production laitière est trop importante (rendement en protéines faible par rapport à une culture céréalière ou de légumes).
- Autre exemple d'écoute et d'observation de la nature : les ruches de fabrication humaine ne sont pas faites à l'image des ruches naturelles des abeilles (disposition pas adaptée, le couvain ne peut pas être dans la cire neuve comme c'est le cas dans les ruches naturelles, il n'y a pas d'espace pour les danses

essentielles dans la communication dans la ruche). Cela pourrait être une des explications des mortalités observées chez les abeilles.

- Les poules « industrielles » ne veulent plus ou ne savent plus couvrir (cassent les œufs). Cela s'améliore très vite d'une génération à l'autre, comme si le fait d'être couvé par une poule contribuait à la production de poules sachant couvrir.
- La biodynamie ne peut pas tout, et surtout pas aller contre la nature : la tomate ne supporte pas d'avoir le feuillage mouillé –ou seulement pendant une courte durée. Dans un climat pluvieux ou humide en été, le mildiou est inévitable.

La succession du collectif Stop Melox

Intervention de Marc Faivet

MELOX ou MOX signifie mélange d'oxydes d'uranium et de plutonium. L'uranium est un minerai naturel, le combustible classique des centrales nucléaires. Le plutonium, lui, ne se trouve pas dans la nature, il sort des usines de retraitement, notamment celle de la Hague. C'est un sous-produit des centrales classiques.

En 1960, des ingénieurs ont mis au point un mélange uranium plutonium. Les américains l'ont jugé trop dangereux, la France a poursuivi les études et a mis au point le MOX. Aujourd'hui, 20 réacteurs fonctionnent avec 30% de MOX

Le collectif s'est créé en 1987 pour s'opposer à la fabrication et l'utilisation du MOX. Depuis 20 ans, le collectif a fait des procès, devant le conseil d'état, puis devant la cour européenne de justice, puis devant la cour européenne des droits de l'homme. Cette dernière leur a donné raison pour la forme, car les avocats au conseil d'état était ceux de la Cogema et pas ceux de l'état français qui était attaqué par le collectif.

Le collectif Stop melox regroupe 94 adhérents, dont 48 à jour de cotisation.

AG du collectif :

Sont présents Marie-Thérèse, Patrice, Alex, Marc, Monique, et deux représentants du Réseau Sortir du Nucléaire, membre du collectif. Chaque membre du conseil d'administration (Marie-Thérèse, Patrice, Marc) dispose en outre de 10 pouvoirs envoyés par les adhérents à jour de cotisation.

Les rapports moral et financier sont adoptés à l'unanimité.

Marc Faivet est démissionnaire pour raison de santé.

Il n'y a pas de candidat au conseil d'administration. Dans ces conditions, le collectif peut soit se mettre en sommeil, soit se dissoudre.

Vote : 2 sommeils, 34 dissolution, 1 abstention.

La dissolution est prononcée, les liquidateurs seront Marie-Thérèse (trésorière) et Marc.

La trésorerie disponible sera versée au MEI qui s'était associé financièrement aux actions engagées en justice par le collectif.

Devenir des archives : les archives départementales sont prêtes à les prendre, le MEI est aussi intéressé par certaines archives.

Quelle réponse énergétique au défi climatique ?

Patrice Miran a introduit le débat en insistant sur la nécessité selon lui d'échapper au dilemme risque et déchets nucléaires d'une part, libération de gaz à effet de serre (GES) par les énergies fossiles d'autre part, avec les arguments suivants :

1. La consommation d'énergie fossile n'est pas seule responsable des émissions de GES :
 - 30% des émissions de GES sont déconnectés des consommations d'énergie ; cela inclut notamment le méthane, le protoxyde d'azote et les halogènes (brome et chlore) ;
 - la part de ces GES augmentera à l'avenir ;
 - o ils absorbent l'énergie dans des longueurs d'onde où l'absorption est encore faible, donc pour lesquelles l'effet de serre peut potentiellement augmenter beaucoup.
 - o Les émissions de ces gaz sont dues à des usages en forte augmentation (par ex les produits halogénés) et qui n'ont pas de substitut disponible ;
 - o Les émissions agricoles de GES sont en forte augmentation –notamment riz et viande.
2. Pour la majorité du monde (les pays du sud qui émettent très peu de GES), le problème du réchauffement n'est pas l'émission de GES, mais l'adaptation à un climat qui de toute façon va changer
 - quelles zones côtières évacuer ?
 - quelles évolutions de la pêche, des cultures, etc. ?
3. L'idée que la simple augmentation du prix du pétrole va conduire à des changements suffisants est fausse
 - l'augmentation des prix du pétrole a un impact de plus en plus faible sur l'économie mondiale, du fait de la baisse de l'intensité énergétique de l'économie et de la financiarisation de l'économie
 - quand la ressource va vraiment manquer, il y aura un choc trop brutal pour permettre un ajustement par le facteur économique.
4. Il ne peut pas y avoir de décroissance énergétique avec le maintien du nucléaire en France
 - le nucléaire fonctionne sur la base de l'offre ; l'objectif est de consommer au mieux l'énergie produite ; c'est ce qui explique que l'économie française est une des plus gourmandes en énergie en Europe.
 - Dans les principaux secteurs consommateurs d'énergie, soit des possibilités existent de réduction des consommations (logements), soit l'électricité n'est pas une solution de remplacement (transport).
 - Des mesures financières (taxes) sur l'énergie ne seront acceptables en France que si l'énergie est rare et chère ; cela ne sera pas le cas si le nucléaire est abondant.

Il propose des mesures incitant aux économies d'énergie :

- Evolution des taxes :
 - o une taxe carbone qui ne frapperait que les énergies fossiles, ne pousserait pas à économiser l'électricité nucléaire ; il faut que les taxes portent sur l'énergie, quelles qu'elles soient
- les dotations de péréquations poussent les communes à se développer ; il faudrait que ces dotations prennent en compte les efforts en terme de développement des énergies renouvelables
- le bonus-malus des véhicules ne doit pas prendre en compte que le seul CO², mais l'ensemble des performances énergétiques, la pollution par les particules, les oxydes d'azote, etc.
- le 1% transport doit être relocalisé pour favoriser l'accès au logement proche du lieu de travail (ou le contraire)
- le crédit d'impôt subventionne le capteur solaire, la pompe à chaleur, et pas l'intégralité de l'habitat (choix des matériaux, conception, solaire passif, etc.

Des mesures doivent être par ailleurs être prises pour anticiper les changements climatiques, par exemple pour décourager le développement du maïs.

A la suite de cette introduction, le débat s'engage et permet de faire ressortir plusieurs idées fortes.

1. La diminution drastique des consommations d'énergie est l'objectif prioritaire sans lequel rien n'est possible

- La ressource en pétrole en pétrole est en voie d'épuisement ; aucune énergie aujourd'hui ne peut la remplacer avec la même facilité d'utilisation et la même concentration en énergie. L'effondrement de la ressource va avoir des répercussions énormes sur l'ensemble de l'activité économique.
- aujourd'hui, le monde consomme toujours plus. A titre d'exemple, il est prévu un doublement du cheptel bovin dans les 20 ans qui viennent. Aujourd'hui la filière complète pour l'élevage du 1,8 milliard de bovins sur terre (culture des céréales, engrais, pesticides, industrie de transformation, transport, méthane produit par les ruminants, protoxyde d'azote dégagés par les fumiers, etc.) représente 16 ou 17% des GES.

2. Même si nous ne disposons pas de tous les éléments irréfutables pour prévoir les évolutions climatiques, nous savons qu'il y a urgence à agir.

- Les prévisions du GIEC prennent en compte le réchauffement dû au GES. Il ne prend pas en compte une éventuelle libération du méthane stocké au fond des océans et dans les sols gelés, sous forme hydratée. Si ce méthane (qui représente deux fois plus de carbone que toutes les autres formes d'énergie fossile, charbon, pétrole, gisement de gaz) commence à être libéré sous l'effet du réchauffement, il va contribuer à ce réchauffement et sa libération s'accroîtra. En peu de temps, cela peut conduire à une élévation supplémentaire de la température de 4 ou 5° (c'est le scénario retenu aujourd'hui pour expliquer la plus grande disparition des espèces, à la fin de l'ère secondaire). Aucun scientifique ne s'aventure aujourd'hui à faire des prévisions dans ce domaine, mais ce phénomène sera qualifié d'épée de Damoclès par M. Petit, du GIEC, lors de sa conférence.
- Il y a 400 000 ans, avec 5° de moins, on marchait sur la glace de Brest à New-York. Inversement, avec 4 ou 5° de plus, les calottes glacières du Groenland et du pôle sud vont fondre (aujourd'hui, les scientifiques constatent que la fonte est beaucoup plus rapide que ce qui était anticipé). Cela prendra beaucoup de temps, mais cela représentera à terme une montée des océans de 72 mètres !

3. Les incitations financières ne sont pas suffisantes pour faire changer significativement les consommations d'énergie :

- Outre le fait qu'elles introduisent une discrimination en permettant aux riches de polluer, leurs effets risquent d'être trop limités et trop progressifs face à l'urgence du problème. Les sensibilisations et les lois anti-tabac ont mis 15 ans à changer complètement les mentalités, pour un aspect limité de notre vie. Combien de temps faudra-t-il pour changer complètement nos modes de vie (et de pensée !).
- Nos consommations d'énergie sont déterminées par la façon dont la société s'est organisée (exemple de l'aménagement du territoire qui rend la voiture indispensable). Changer ce mode d'organisation sera difficile.
- Il faut y associer y sensibilisation et réglementation : interdiction de certains usages de l'énergie, interdiction de matériels fortement consommateurs, réduction des vitesses maximales sur route, restriction sur les transports, etc. Des mesures de ce type, outre leur effet immédiat, contribueraient à la prise de conscience du public de la gravité de la situation.

Ceci pose la grave question de la possibilité de conduire les réformes nécessaires dans une démocratie.

- De nombreuses mesures nécessaires vont à l'encontre des politiques libérales. Quel pouvoir politique osera s'opposer aux pouvoirs économiques ?
- De nombreuses mesures seront également fortement impopulaires. Quel pouvoir politique osera tenir un discours impopulaire et affronter les électeurs ?

Plus le temps passe, plus les réformes à entreprendre seront drastiques, et plus le risque est grand de devoir recourir à la « dictature écologique ».

4. Les énergies renouvelables ne sont qu'une petite partie de la solution

- Elles ne peuvent en aucun cas remplacer les énergies nucléaires ou fossiles avec les niveaux de consommation actuels ;
 - o le laisser croire ou le faire croire est très dangereux, car cela entretient l'illusion que nous n'aurons pas à changer nos modes de consommation.
 - o en supposant même que cela soit possible, cela permettrait à l'homme de continuer à ravager la planète
- L'alimentation en énergie des mégapoles existantes ou en cours de constitution dans les pays en voie de développement nécessite de fortes concentrations de production d'énergie que les énergies renouvelables ne pourront assurer.
- Les énergies renouvelables comme le solaire et l'éolien posent aussi la difficile question du stockage de l'énergie (plus facile à gérer cependant localement que sur de grosses centrales de production).
- Le coût réel de l'électricité solaire et éolienne est très élevé ; s'il n'apparaît pas parce qu'il est dilué dans le prix de l'électricité fossile ou nucléaire.

Cela ne signifie pas bien sûr qu'il faille y renoncer. Elles représentent une solution si nous consommons moins. Il y a par ailleurs d'autres pistes à explorer, par exemple utilisation de l'ensoleillement sur la rive sud de la Méditerranée avec transport par câble sous la Méditerranée, ou l'énergie hydrolienne.

5. Si l'énergie nucléaire peut apparaître indispensable aujourd'hui compte tenu des graves inconvénients du charbon en terme d'effet de serre, la sortie du nucléaire doit rester un objectif

- La production nucléaire est régulée par l'offre ; il s'agit de consommer l'énergie produite. La poursuite du nucléaire s'opposera à une réduction des consommations d'énergie.
- les quantités d'uranium disponibles sont de toutes façons restreintes. Avec les technologies et les consommations actuelles, cela représente environ 60 ans de production.
- Les risques d'accident sont réels ; le fait que les incidents mineurs ou anomalies comme ceux qui ont été révélés cet été soient courants ne doit pas nous rassurer, mais au contraire nous inquiéter
- Le problème des déchets radioactifs n'est pas réglé
- Le nucléaire présente aussi des risques géopolitiques ; son usage partout dans le monde augmente les risques de développement incontrôlé de nucléaire militaire.

6. La gestion de l'énergie doit être mondiale

- Les chinois ont des réserves énormes de charbon et n'hésitent pas à le consommer pour se développer
- Les prélèvements d'énergies fossiles devraient être taxés au niveau mondial.

Des propositions concrètes sont également évoquées :

- pour limiter les déplacements : supprimer les dispositions fiscales qui permettent de déduire de ses impôts des frais de déplacements, favoriser la relocalisation du travail, prendre en compte la distance travail domicile à l'embauche, relocaliser les zones d'activités près des gares et pas près des échangeurs d'autoroute
- en matière de sensibilisation, établir plusieurs documents :
 - o une liste de propositions à l'intention de toutes les communes
 - o un document pédagogique à l'intention du grand public, pour informer sur les changements climatiques et pour l'informer de sa propre contribution, et donc de ce qu'il peut faire
- commencer par des actions au sein des organismes publics pour donner l'exemple au grand public
- mettre en place un contrôle des citoyens sur la gestion de l'énergie comme de l'eau

Matinée du 23 août

La pêche et son avenir

Intervention de Thierry Resch, responsable formation continue des adultes au lycée aquacole de Cherbourg

Le métier de pêcheur a évolué ; il inclut de plus en plus la gestion de la ressource et la prise en compte de la rentabilité ; le marin pêcheur aujourd'hui est un chef d'entreprise ; en matière de pêche, la qualité doit remplacer la quantité.

Exemple de la Basse Normandie :

Présentation de la région :

- 3 ports principaux, 4 ports secondaires, 450 km de côte ;
- ressources : essentiellement crustacés et mollusques : coquilles Saint-Jacques, bulot, moule, praire, ormeau, crustacés, seiches
- diminution constante du nombre de navire

Les métiers de la pêche : petite pêche, pêche côtière, pêche à pied professionnelle, pêche hauturière (très marginale en Normandie).

- petite pêche : marée de moins de 24 heures, navire de moins de 12 m, 1 ou 2 marins, polyvalence
méthodes de pêche : caseyeurs (casiers), ligneurs (pose de cordes pendant une marée ou pêche à la traîne ; ne prennent que les poissons adultes), fileyeurs (pose de filets maillants non dérivant, pendant 6 à 12 heures)
- pêche côtière : marée de moins de 4 jours, navire de moins de 16 m, équipage de 4 à 5 personnes, glaçage du poisson (réserve de glace, soute isotherme)
méthodes de pêche : filets, palangres, chaluts de fond ou pélagiques, dragues (un câble traîne des dragues à maillage métallique sur le fond ; fonctionne comme un râteau ; uniquement sur fonds sableux)
- pêche hauturière : marée de 10 jours, navire de moins de 25 m, 5 à 6 personnes.
méthodes de pêche : chalut de fond.
- pêche à pied professionnelle (400 pêcheurs), : gérée par des licences dont le nombre est limité ; restrictions sur les volumes pêchés

A cela s'ajoute l'aquaculture : conchiliculture, saumon (valorisation en produit frais sur Rungis) ; il faut 6 kg de poisson pêchés (anchois, chinchard, tacaud, maquereau, boudés par le consommateur) pour produire un kg de poisson d'élevage ; le poisson est castré thermiquement (plongé dans l'eau très froide), nourri jour et nuit, traité aux antibiotiques

Exemple d'une gestion de la ressource : la coquille Saint-Jacques :

- la coquille Saint-Jacques ne s'éloigne pas de sa zone géographique => on peut étudier des populations sur une zone (c'est beaucoup plus difficile avec des espèces comme la morue qui se déplacent) ; les côtes de Normandie font l'objet d'une étude annuelle en juillet, avant l'ouverture de la pêche, pour évaluer la quantité disponible à la pêche, la structure en taille et en âge du gisement, la quantité de coquilles de plus de 2 ans, la quantité de coquilles nées l'année précédente
- La coquille Saint-Jacques peut être pêchée à 2 ans et à une taille mini de 11 cm, mais le but de la pêche est de laisser des individus âgés de plus de 2 ans qui pourront se reproduire.
- A partir de l'étude de l'Ifremer, les acteurs de la filière définissent le nombre et la taille des navires autorisés, le nombre de dragues, les quotas de pêche, les taille de capture, les horaires de pêche. Ils incluent :

- les pêcheurs,
- les mareyeurs,
- Normandie Fraîcheur Mer (groupement de qualité des pêcheurs, qui a créé un label rouge pour la coquille et une appellation bar de ligne Normandie),
- Organisation des Producteurs de Basse Normandie (qui gère la mise sur le marché, les prix minimum, les promotions, la gestion des surplus (œuvres caritatives, appâts, farine de poisson, alimentation animale (zoo)...), la gestion des quotas, etc.),
- les affaires maritimes, qui contrôle les bateaux
- l'Ifremer.

Discussion, Questions / réponses

Le rail de Cherbourg voit passer un très gros trafic de bateaux ; cela pose les problèmes de risque d'accident et de pollution : on constate de plus en plus de dégazages et de nappes d'hydrocarbures, et parallèlement une diminution du nombre des oiseaux mazoutés (qui pourrait traduire une diminution des populations d'oiseaux).

La pollution d'origine terrestre est moins critique, la région n'est pas comme la Bretagne une région de forte concentration d'élevages.

La qualité des eaux de la Seine et des travaux en cours (port 2000) est très surveillée.

La coquille Saint-Jacques est l'exemple d'une filière correctement gérée, grâce au fait qu'il est possible de bien évaluer la ressource locale. Il n'en reste pas moins que tous les acteurs de la filière pêche ne jouent pas forcément le jeu –dissimulation pour dépasser les quotas, réactions seulement quand la ressource manque, et pas par anticipation, consommateurs qui boudent des produits.

L'évolution des mentalités est progressive, des pêcheurs sont réceptifs et ouverts à de nouvelles pratiques de pêches qui préservent la ressource et le métier ; d'autres, trop nombreux, persistent encore à vouloir pêcher comme ils le faisaient autrefois, malgré l'épuisement de la ressource.

La pêche hauturière est malade ; les consommations de fioul (4 à 6 tonnes à l'heure) coûtent très cher, elle s'attaque à des espèces encore peu pêchées et abondantes, mais qui se reproduisent très lentement (certaines espèces ne se reproduisent que tous les 10 ans).

Une huître qui a été sortie de l'eau peut conserver son eau pendant 7 jours. Elle pourrait être remise à l'eau et de nouveau ressortie de l'eau pendant 7 jours pour être commercialisée. Par contre, la traçabilité est perdue, et un coquillage sorti de l'eau doit être vendu, et si ce n'est pas le cas, détruit.

Les pêcheurs sont opposés aux hydroliennes (un projet à Barfleur a avorté pour cette raison) et aux éoliennes off-shore. Les écologistes sont souvent vus comme des adversaires par les pêcheurs.

La pêche en Méditerranée : les ressources halieutiques

Intervention de Monique Marquet

Panorama de la Méditerranée :

Gestion de la ressource :

- Les ressources sont gérées par Commission générale des pêches pour la méditerranée qui comprend 23 membres incluant le Japon. Elle est financée par les pays membres.
- Les ressources sont gérées par stocks : une espèce / une zone. Des évaluations sont faites par les scientifiques qui font des recommandations par zone, à partir desquelles la commission prend des décisions ; celles-ci sont contraignantes et doivent être mise en oeuvre par les pays membres.

Ressource :

- le thon rouge, l'anchois, le bar, le merlu, sont menacés par la surpêche et par la pollution.
- Pour lutter contre la surpêche, il est proposé de fermer les marchés de l'Union aux poissons d'origine non certifiée, d'améliorer la sélectivité des matériels de pêche, d'améliorer l'offre de formation,

Pollution, menaces sur le milieu :

- Dans les années 80, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement avait élaboré un protocole pour lutter contre la pollution, mais 50% des eaux usées urbaines sont encore rejetées sans traitement. Des projets sont en cours pour améliorer à cette situation d'ici 2020. L'Union Méditerranéenne a fixé parmi ses objectifs la dépollution de la Méditerranée ; il est évidemment trop tôt pour savoir si cela se traduira par des actions concrètes.
- Les fonds sont dégradés par les petits chaluts, encres des bateaux ;
- L'introduction d'espèces exogènes, le réchauffement climatique sont également des menaces
- L'espadon est considéré comme un indicateur de la pollution ; au sommet de la pyramide alimentaire, il permet de mesurer la pollution chimique ; une étude a permis de détecter dans les espadons de Méditerranée des traces de retardateurs de flammes bromés

Aquaculture :

- La diminution de la pêche a entraîné développement de l'aquaculture (loup et daurade), surtout en Grèce et Turquie, ainsi qu'en Italie, Espagne, et sur la rive sud de la mer, ; la production a été multipliée par 6 entre 1980 et 2006 ;
- L'aquaculture implique l'usage de beaucoup de produits de traitement pour lutter contre les maladies dues en grande partie à la surcharge des élevages : antibiotiques, antiparasitaires. Ces produits, de même que les hormones utilisées pour la croissance des poissons, ont un effet nocif sur l'environnement, d'autant plus que les élevages se situent dans des zones fermées ou semi-fermées (lagunes, baies), fragiles du fait d'un renouvellement limité des eaux.
- L'aquaculture est souvent en conflit avec le tourisme et la pêche.
- Malgré ces inconvénients, tous les états encouragent son développement, en voulant en faire une activité durable.

Cas du thon rouge :

La ressource est gérée spécifiquement par la CISTA, la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique, le stock Est correspond à la Méditerranée. La commission regroupe 41 pays + l'Union européenne.

Elle alloue des quotas aux pays membres. Pour 2007, le total des captures autorisées est de 32 000 t dont la moitié pour France Italie Espagne. Les captures réelles sont estimées à 50 000 tonnes.

Il est impossible de donner état du stock.

La majorité de la production est exportée vers le Japon, à des prix élevés (150 euros / kg).

La pêche se fait essentiellement par des senneurs, qui utilisent filets tournant et un système de détection.

Dans le cadre d'un plan sur 15 ans pour la reconstitution du stock, incluant une baisse des quotas de pêche à 25 000 T en 2010, l'utilisation d'avions pour la détection des bancs a été interdite, mais se pratique encore.

Aquaculture du thon :

- Pour répondre à la demande, l'aquaculture du thon s'est développée, avec 58 élevages de thons (cages d'engraissement) en Méditerranée. Il s'agit souvent d'investissements japonais ou australiens.
- La maîtrise de cette activité est très difficile, Les pays doivent déclarer les capacités d'élevage à la CISTA , mais les données sont contradictoires et donc pas fiables. Les bateaux des éleveurs changent de pavillons, des productions sont vendues d'un pays à un autre.
- Pour nourrir les thons, il faudrait jusqu'à 20 kg de nourriture par kg de poisson produit ; pour répondre aux besoins, les éleveurs pêchent des espèces qui sont normalement la nourriture des cétacés.

Questions réponses

Le contrôle de la pêche et de l'aquaculture est difficile en Méditerranée, du fait du grand nombre de pays riverains et de leurs intérêts économiques divergents.

L'étape larvaire (immédiatement après l'éclosion, avant le stade alevin) de l'élevage est difficile, le savoir faire n'existe pas partout ; après, le nourrissage est facile, d'où la recherche d'une main d'œuvre bon marché sur la rive sud de la Méditerranée

En matière de gestion de la ressource, la sensibilisation des consommateurs est essentielle, car c'est la demande qui tire l'offre. Le consommateur ne devrait pas manger de poissons d'élevage : comme le fait de manger de la viande est préjudiciable à l'environnement car il faut 7 kg de protéines végétales pour un kg de protéine animale, en mangeant des poissons d'élevage, on mange indirectement 6 fois plus de poissons. Il faudrait réorienter la demande vers des produits aujourd'hui dédaignés et abondants. Il y a déjà une incitation par le prix pour ces produits (maquereaux, sardines par exemple), mais la délocalisation des élevages (saumon au Chili par ex) diminue les prix.